



Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier  
et de la Communication CGT  
263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex -  
Tél. 01 48 18 80 24 Fax 01 48 51 99 07  
Site Internet : filpac-cgt.fr

**N°1 - 21 septembre 2009**

***Les turpitudes capitalistiques du groupe EBRA  
ne font pas les affaires de la presse...***

**Alors prenons les affaires de la presse en main !**

La réorganisation en cours dans toutes les sociétés et titres du groupe Ebra, par delà son périmètre en mouvement, est bien plus fondamentale qu'un simple changement de propriétaires.

Chacun peut constater que, des *Dernières Nouvelles d'Alsace* de Strasbourg au *Dauphiné libéré* de Grenoble, c'est l'informatique du Crédit Mutuel qui mène la danse. Qui dirige l'informatique et centralise les fichiers, les réseaux, l'administration, dirige tout le reste.

Le Crédit Mutuel assigne ainsi aux journaux le soin d'être des agences régionales aux pages centralisées. Ces agences régionales nourrissent son réseau numérique qui redistribue les fichiers selon le support.

Certes, les capitaux arrivent... Mais pourquoi faire et à quel prix !

La chute de l'effectif est le dogme que la banque prétend appliquer, tant dans ses banques que dans les titres. La peur et la précarité sont au rendez-vous. A *L'Alsace*, il met un terme aux relations sociales établies. Au *Républicain lorrain*, qu'il considère comme son laboratoire, c'est lui qui dit sa loi ! Comité d'entreprise, délégués du personnel, salariés ? Un détail. Les autres, cadres compris, ne sont que ses sujets. C'est lui qui a le carnet de chèques...

Les sociétés et titres du groupe EBRA sont en fait confrontés aux mêmes questions posées à l'ensemble de la Presse quotidienne régionale : les changements en cours vont-ils se dérouler dans un cadre qui laisse place à une négociation nationale de branche ? C'est tout l'enjeu du rendez-vous du 23 septembre, qui est aussi celui du groupe EBRA et de toutes ses composantes au sens le plus large.

Par avance, la Filpac CGT qui a déposé son document d'orientation, déclare que tous les titres, toutes les sociétés sont concernées par cette négociation et que nul ne doit s'y soustraire, pas plus le Crédit Mutuel qu'Ouest France ou le groupe de Philippe Hersant.

**Le Crédit Mutuel veut aller vite au risque de dynamiter les négociations de branche. Dès octobre vont se tenir des comités d'entreprises extraordinaires au cours desquels la direction du groupe entend prononcer des sentences qui viseront tout le personnel, du directeur au journaliste en passant par tous les postes de travail.**

**Alors, allons tout aussi vite à nous rassembler, dans l'unité la plus large, pour la défense de nos emplois ! Préparons ensemble ces comités d'entreprise, réunis à la demande syndicale.**

1. Que l'argent investi serve d'abord à la promotion de la presse, papier et numérique, et non à stopper des éditions locales. La destruction d'éditions comme au *Républicain lorrain*, de titres comme *La Liberté de L'Est*, la perspective de fusion entre *le Bien public* et *le Journal de Saône-et-Loire* mettent en péril les titres, l'information. Continuer en ce sens serait un contre-sens sur la nature la presse quotidienne régionale.
2. Que la peur s'arrête, que l'incertitude soit balayée : l'emploi doit être traité sous l'angle des nouvelles qualifications qui surgissent partout, dans le numérique. L'emploi doit être traité dans le sens de la protection des salariés. La panique est mauvaise conseillère, arrêtons de penser en terme de départ, mais en fonction de l'évolution des qualifications.
3. Les comités d'entreprises, les délégués, les syndicats, les salariés doivent être traités selon des normes civilisées : il s'agit, ensemble, de conquérir les espaces de négociation qui existent pour peu qu'on les rétablisse.
4. Puisque l'argent ne fait pas défaut au Crédit Mutuel, il n'y a pas lieu d'envisager des licenciements, des plans dits sociaux ou tout autre plan de départ avant d'avoir assuré par un mécanisme social stable l'avenir de l'emploi pour toutes et tous.
5. L'argent doit aller à la formation, pas à la désinformation pour obtenir des départs réputés volontaires.

**L'unité la plus large, de tous les personnels, de tous les syndicats, peut et doit être réalisée prioritairement à l'entreprise, à l'échelle des titres et sociétés de tout le groupe, pris dans le sens le plus large.**

**Ensemble, unis, tout reste possible.**

**Que Michel Lucas sache que le personnel ne se laissera pas déposséder de ses entreprises de presse et de leur avenir.**

**C'est possible, c'est réalisable, à nous tous de l'entreprendre. La banque à qui parler sera bien obligée d'entendre la parole des salariés.**